

**CONV 599/03**

**CONTRIB 268**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

du: Secrétariat

à la: Convention

---

Objet: Contribution présentée par plusieurs membres de la Convention  
"Maintenir les dates de la CIG fixées à Nice et Laeken"

---

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de:

M. Sören LEKBERG, M. Göran LENNMARKER , M. Peter SKAARUP, M. Kimmo KILJUNEN, M. Matti VANHANEN, Mme Gisela STUART, M. David HEATHCOAT-AMORY, M. Edmund WITTBRODT, M. Tunne KELAM, M. Vytenis ANDRIUKAITIS, M. Algirdas GRICIUS, M. Jelko KACIN, M. Jozef OLEKSY, M. Rihards PIKS, Mme Liene LIEPINA, M. Josef ZIELENIEC, membres de la Convention, et

M. Kenneth KVIST, M. Ingvar SVENSSON, M. Per DALGAARD, M. Esko HELLE, Lord TOMLINSON, M. Pat CAREY, Mme Genowefa GRABOWSKA, M. Ülo TÄRNO, M. Mihael BREJC, M. István SZENT-IVÁNYI, M. Guntars KRASTS, M. Arturs Krisjanis KARINS, M. Farn HORVAT, membres suppléants à la Convention.

Contribution à la Convention européenne

## **Maintenir les dates de la CIG fixées à Nice et Laeken**

Signataires

### **Membres de la Convention, Représentants des Parlements nationaux**

M. Sören LEKBERG  
M. Göran LENNMARKER  
M. Peter SKAARUP  
M. Kimmo KILJUNEN  
M. Matti VANHANEN  
Mme Gisela STUART  
M. David HEATHCOAT-AMORY  
M. Edmund WITTBRODT  
M. Tunne KELAM  
M. Vytenis ANDRIUKAITIS  
M. Algirdas GRICIUS  
M. Jelko KACIN  
M. Jozef OLEKSY  
M. Rihards PIKS  
Mme Liene LIEPINA  
M. Josef ZIELENIEC

### **Membres suppléants à la Convention, Représentants des Parlements nationaux**

M. Kenneth KVIST  
M. Ingvar SVENSSON  
M. Per DALGAARD  
M. Esko HELLE  
Lord TOMLINSON  
M. Pat CAREY  
Mme Genowefa GRABOWSKA  
M. Ülo TÄRNO  
M. Mihael BREJC  
M. István SZENT-IVÁNYI  
M. Guntars KRASTS  
M. Arturs Krisjanis KARINS  
M. Farnč HORVAT

## Maintenir les dates de la CIG fixées à Nice et Laeken

Les nouveaux États membres ont le droit de participer pleinement aux débats sur l'avenir de l'Union européenne, étant donné qu'ils seront des membres à part entière de l'Union. En qualité de membres de la Convention européenne, qui représentent les parlements nationaux, nous avons la responsabilité toute particulière de nous assurer que le Traité constitutionnel et la procédure d'adoption répondent au désir des citoyens, qui est d'avoir davantage leur mot à dire sur les questions relatives à l'Union européenne. La Déclaration de Laeken indique clairement que le plus grand problème de l'Europe actuelle est le besoin qui s'y fait sentir de rétablir le lien entre les citoyens et le projet européen. À cet égard, nous sommes arrivés aux conclusions suivantes concernant les méthodes et le calendrier applicables depuis la clôture de la Convention jusqu'à l'ouverture de la Conférence intergouvernementale (CIG).

1. Depuis Nice et Laeken un élément supplémentaire est survenu, à savoir la date du 1<sup>er</sup> mai 2004 pour l'adhésion du grand groupe de nouveaux États membres. Ces États pays se proposent d'organiser un référendum sur l'adhésion à l'UE. En prévision de leurs référendums respectifs, les nouveaux États membres ne peuvent pas entièrement utiliser leur pouvoir de négocier à Bruxelles. Les citoyens des nouveaux États membres ont besoin de temps, à l'issue des référendums, pour discuter les résultats de la Convention.
2. Le calendrier fixé à Nice, qui prévoit la CIG pour 2004, est raisonnable. Le résultat de la Convention sera vraisemblablement considérable et couvrira l'ensemble de la collaboration communautaire. Ce résultat mérite d'être débattu dans toute l'Europe. Un large débat public de cette nature n'est pas possible sans une interruption d'au moins six mois entre la clôture de la Convention et l'ouverture de la CIG.
3. Il est d'une extrême importance que notre parlement ait réellement la possibilité de s'exprimer sur le résultat de la Convention, pour pouvoir élaborer le mandat en vue de la CIG ultérieure. La Convention ayant été inaugurée à grande fanfare politique, il faut aussi accorder suffisamment de temps pour en discuter le résultat, avant que les chefs d'État et de gouvernement commencent à négocier et prennent définitivement position en cours de négociations.
4. La déclaration de Nice, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, indique clairement que la CIG se tiendra en 2004. Cette date résulte d'une décision à l'unanimité des chefs d'État et de gouvernement. Il appartient maintenant aux personnes qui proposent un autre calendrier de démontrer la nécessité d'un changement.